

B/- Tout en approuvant ces différents points, le C.C. ne peut accepter un texte qui, par ailleurs, comporte de graves lacunes et erreurs. En effet :

1°) Il manifeste une sous-estimation, sinon une incompréhension totale de la rupture d'un parti communiste avec Moscou et de sa signification fondamentale. "Pour la première fois, un parti tout entier, est-il écrit, par sa rupture avec Moscou, doit déterminer sa politique non plus directement d'après les ordres de Moscou, mais en fonction des tâches qu'il doit s'efforcer de résoudre". Que veut dire "non plus directement" ? Est-ce indirectement ? Est-ce très peu directement ? ou pas du tout ? Il est bien clair qu'il n'y a plus d'"ordres de Moscou", que Belgrade pourrait suivre directement, indirectement ou pas du tout. Or il se trouve qu'en matière diplomatique par exemple, dans les débats de l'ONU etc... les délégués yougoslaves suivent presque toujours directement Moscou. Alors, que comprendre dans cette phrase, sinon la constatation banale et admise par tout le monde, qu'il n'y a plus d'ordres de Moscou ? sinon plutôt l'incompréhension de la nature fondamentale des partis staliniens.

Jusqu'à présent, les B.L. ont défini les P.C. par leur liaison avec Moscou, par leur subordination aux intérêts de la bureaucratie soviétique. De là leur rôle contre-révolutionnaire, leur politique ouverte ou camouflée de collaboration de classe, mais aussi la défiance ou l'hostilité de la bourgeoisie à leur égard. C'est ce lien qui les différencie fondamentalement du réformisme traditionnel et des divers centrismes. Un parti stalinien qui rompt avec Moscou cesse d'être un parti stalinien, même s'il garde encore la régime intérieur, le mode de penser, les mots d'ordre staliniens. En effet, le stalinisme ne se définit pas par une idéologie définie, (il y en a eu de nombreuses et contradictoires depuis 1925) ni par une stratégie (combien de fois la "ligne" a-t-elle été changée ?), ni encore moins par une tactique. Il se définit par la dépendance directe de ses cadres bureaucratiques envers Moscou. Lorsque cesse cette dépendance absolue, tous les développements deviennent possible, progressifs ou réactionnaires, parce que dès ce moment ce sont les intérêts de groupes sociaux autres que la bureaucratie russe qui déterminent son évolution : prolétariat ou bourgeoisie (il n'existe pas ailleurs qu'en Russie une caste bureaucratique dirigeante instaurée par le dos d'un état ouvrier dégénéré comme le prétendent BURNHAM et ses émulés).

2°) Ce texte donne une interprétation étroitement économiste et erronée de la crise yougoslave en situant "les causes essentielles de la crise yougoslave dans la politique imposée aux partis staliniens des pays du "glacis" par la bureaucratie stalinienne et tout particulièrement dans la politique d'exploitation de ces pays par Moscou". C'est à tort que cette opinion est prêtée au C.C.L. qui s'exprime clairement dans sa résolution "Le conflit qui a éclaté entre Belgrade et Moscou est une expression de la crise du stalinisme telle qu'elle se développe dans les nouvelles conditions créées par l'ascension des P.C. au pouvoir dans les pays (du glacis)... conditions qui permettent une résistance des P.C. aux ukases du Kremlin". Cette appréciation est la seule juste car il est erroné de voir l'essence de cette crise dans les rapports particuliers de la Yougoslavie avec Moscou (sur ce plan on s'aperçoit que la Yougoslavie était un des moins exploités sinon le moins exploité des pays du glacis). Mais, d'une part, dans les contradictions internes de ces pays de "démocratie nouvelle" qui ont gardé une économie de structure fondamentale capitaliste ; d'autre part et surtout dans l'essence du stalinisme lui-même, ce qui explique le caractère mondial de la crise.

La crise yougoslave n'est pas un accident, elle n'est pas le résultat d'"abus" de Staline ou d'une mauvaise politique : elle est la manifestation inévitable des contradictions internes du stalinisme, contradictions qui, pour la première fois, ont éclaté jusqu'à la rupture d'un P.C. entier parce qu'il y avait là un parti au pouvoir, disposant de l'appareil d'Etat et de l'appui effectif des masses (guerre des partisans).